

Tony Blair : L'Afrique a besoin de soutien si elle souhaite jouer son rôle dans la campagne pour des émissions nettes de carbone nulles

À l'approche du sommet de la COP26, il est évident que si la science du changement climatique est établie, la question de savoir si nous ferons suffisamment d'efforts pour y faire face, tant dans les objectifs que nous fixons que dans les actions que nous entreprenons, reste une question urgente et sans réponse.

La réussite de la COP26 ne devrait pas se mesurer à l'aune de la quantité de rhétorique enflammée ou des demandes d'action bien intentionnées, mais à la mesure dans laquelle elle propose des plans réalistes pour relever l'ampleur du défi. Il est temps de passer de la campagne à une politique concrète. Jusqu'à présent, l'accent a été mis sur la nécessité d'un leadership de la part des pays à revenu élevé et de ceux qui, comme la Chine, émettent le plus de CO₂.

Cependant, le monde en voie de développement, en général, et l'Afrique, en particulier, ont été traités comme des laissés-pour-compte. Depuis la révolution industrielle en Europe, l'Afrique n'est responsable que de 3 % des émissions. Et aujourd'hui, avec 18 % de la population mondiale, l'Afrique n'est responsable que de 4 % des émissions et ne représente que 3 % du PIB mondial.

La raison principale en est que de nombreuses régions d'Afrique doivent encore s'industrialiser : deux personnes sur trois sur le continent dépendent de l'agriculture de subsistance, et près de la moitié de la population n'a toujours pas accès à l'électricité. Le défi du développement est encore plus difficile à relever si l'on considère que la population du continent devrait doubler d'ici 2050.

Si l'Afrique devait suivre la même approche du développement fondée sur les combustibles fossiles que l'Occident, les conséquences sur le climat seraient catastrophiques. Si les émissions africaines par personne atteignaient ne serait-ce que la moyenne mondiale actuelle, le continent émettrait 12,5 milliards de tonnes de gaz à effet de serre par an d'ici 2050, soit à peu près l'équivalent de toutes les émissions de la Chine et de l'Inde aujourd'hui. Cependant, la solution au changement climatique ne peut consister à freiner le développement et à aggraver la pauvreté et les inégalités. Alors, comment l'Afrique peut-elle s'industrialiser et améliorer son accès à l'énergie, tout en jouant son rôle dans la campagne mondiale pour des émissions nettes de carbone nulles ?

La réponse à ce défi complexe consiste souvent à chercher des réponses faciles. Les dirigeants mondiaux se tournent rapidement vers un discours facile sur le dépassement des combustibles fossiles, sans pour autant reconnaître la complexité de la transition pour l'Afrique et le fait que, dans de nombreux pays, les combustibles fossiles restent la solution la moins coûteuse pour relever les défis auxquels ils sont confrontés.

La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreux outils permettant d'assurer cette transition. L'Afrique est dotée d'importantes ressources renouvelables, avec un vaste potentiel d'énergie solaire et d'hydroélectricité à faible coût, tel que le barrage d'Inga en

République démocratique du Congo, un projet qui pourrait alimenter 20 % du continent en électricité.

Il est difficile d'exploiter ces opportunités, et pour y parvenir, les pays riches doivent devenir des partenaires crédibles pour leurs homologues africains.

Toutefois, nous constatons que les progrès sont lents. Douze ans après avoir pris l'engagement de mobiliser 100 milliards de dollars de financement par an pour les pays à faible revenu afin de lutter contre le changement climatique, cet engagement n'a pas été honoré. Et les plans visant à supprimer les financements pour l'exploitation du gaz dans des pays tels que le Mozambique peuvent sembler tentants, jusqu'à ce que l'on considère les énormes bénéfices que les revenus du gaz pourraient apporter dans un pays où le PIB par habitant est d'environ 500 dollars, ainsi que l'hypocrisie d'agir ainsi alors que les pays riches profitent de leurs gisements de gaz et utilisent le gaz comme partie intégrante de leur bouquet énergétique.

Alors, que doit-il se passer ? Tout d'abord, il est urgent que les pays à revenu élevé et à fort taux d'émission de gaz à effet de serre prennent davantage de mesures pour permettre une transition rapide vers une faible émission de carbone en Afrique. En effet, ils devraient apporter un soutien financier nettement supérieur aux 100 milliards de dollars pour combler la différence de coûts entre les technologies respectueuses du climat et les technologies les moins coûteuses. L'on ne peut pas s'attendre à ce que l'Afrique se rende moins compétitive pour relever un défi dont elle n'est pas responsable.

Il s'agit soit de réduire l'extraction de pétrole et de gaz dans les économies développées, afin de permettre que la poursuite de l'extraction soit concentrée autant que possible sur les pays qui en ont le plus besoin ; soit de compenser les pays africains pour qu'ils conservent leurs ressources en combustibles fossiles dans le sol.

Cela signifie qu'il faut créer des marchés internationaux du carbone efficaces qui offrent aux pays africains une valeur pour le maintien et la restauration de leurs puits de carbone naturels. Enfin, il faut donner aux économies africaines la possibilité de jouer un rôle de premier plan dans les nouveaux secteurs à faible émission de carbone, tel que l'hydrogène vert, et non les exclure de ces marchés en pleine expansion.

Avec ce soutien, les pays africains peuvent jouer leur rôle en concevant des plans « net zéro » qui permettent une augmentation limitée des émissions à court terme, mais qui, à moyen terme, les placent sur la voie du net zéro. Il est difficile pour les pays à revenu élevé d'atteindre la neutralité carbone, et l'atteinte de cet objectif est encore plus difficile pour les pays confrontés à des défis plus urgents allant des faibles revenus à la croissance démographique rapide, en passant par les problèmes de sécurité alimentaire et d'adaptation au climat créés par les émissions produites au-delà de leurs frontières.

L'accélération de la crise climatique signifie que le temps presse, mais il n'est pas trop tard. Pour s'attaquer à ce problème, il faudra plus que de bonnes intentions concernant le dépassement des combustibles fossiles et la suppression du financement destiné à l'exploitation de ce type d'énergie. Une vraie collaboration et un véritable leadership seront nécessaires, à commencer par les accords conclus lors de la COP26.

Cet article est paru pour la première fois dans l'Evening Standard le 5 octobre 2021.